

Projet MORO « Observation territoriale en Allemagne et régions limitrophes » Observation territoriale de la Grande Région

Documentation de l'Atelier régional de la Grande Région du 28/11/2016

1. Accueil des participants et introduction

L'atelier régional de la région modèle Grande Région dans le cadre du projet MORO « Observation territoriale en Allemagne et régions limitrophes » s'est tenu le 28 novembre 2016 au Luxembourg. L'atelier avait pour objectif de discuter avec des experts de l'évolution du Système d'Information Géographique de la Grande Région (SIG-GR) vers un outil d'observation territoriale continue, la priorité étant mise sur les thématiques du marché du travail, de la mobilité et du développement territorial.

En sa qualité de Chef du projet, Thomas Geib – du Ministère de l'Intérieur et des Sports du Land de Rhénanie-Palatinat – a souhaité la bienvenue aux participants venus des différentes composantes de la Grande Région et a souligné l'importance que revêt une observation territoriale transfrontalière pour l'aménagement du territoire rhéno-palatin. Andrea Hartz du bureau agl de Sarrebruck / bureau d'assistance de recherche régionale et animatrice de l'atelier, a souligné dans son introduction que la coopération transfrontalière doit encore, même après des décennies, faire face à bien des défis et que par conséquent, une grande expérience, beaucoup de pratique et d'activités de recherche sont nécessaires – entre autres dans le domaine de l'observation territoriale transfrontalière.

Contenu

1. Accueil des participants et introduction
2. Projet MORO « Observation territoriale en Allemagne et régions limitrophes »
3. Schéma de développement territorial de la Grande Région (SDT-GR)
4. SIG-GR – Le projet MORO en tant qu'initiateur d'une observation territoriale continue
5. Groupes de Travail thématiques
6. Conclusion et perspectives

Annexe: Programme

Photos: agl, Ministerium des Innern und für Sport Rheinland-Pfalz

Réalisé par agl/Fau en concertation avec le partenariat du projet

19. decembre 2016



2. Projet MORO « Observation territoriale en Allemagne et régions limitrophes »

Au niveau de l'Etat fédéral, Volker Schmidt-Seiwert du BBSR (Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung) a présenté le Programme d'action MORO. Avec les projets modèles d'aménagement du territoire (MORO), le Ministère fédéral des Transports et des Infrastructures numériques (BMVI) soutient l'expérimentation sur le terrain et la mise en œuvre de pistes d'action et d'outils innovant(e)s en matière d'aménagement du territoire, en coopération avec des scientifiques et avec les acteurs de terrain. Le projet MORO d'observation territoriale revêt ainsi le caractère d'une étude de faisabilité visant à mettre en place, au niveau fédéral en Allemagne, un système d'observation territoriale transfrontalière qui puisse aussi être utilisé par les régions frontalières et qui doit être développé en coopération avec elles.

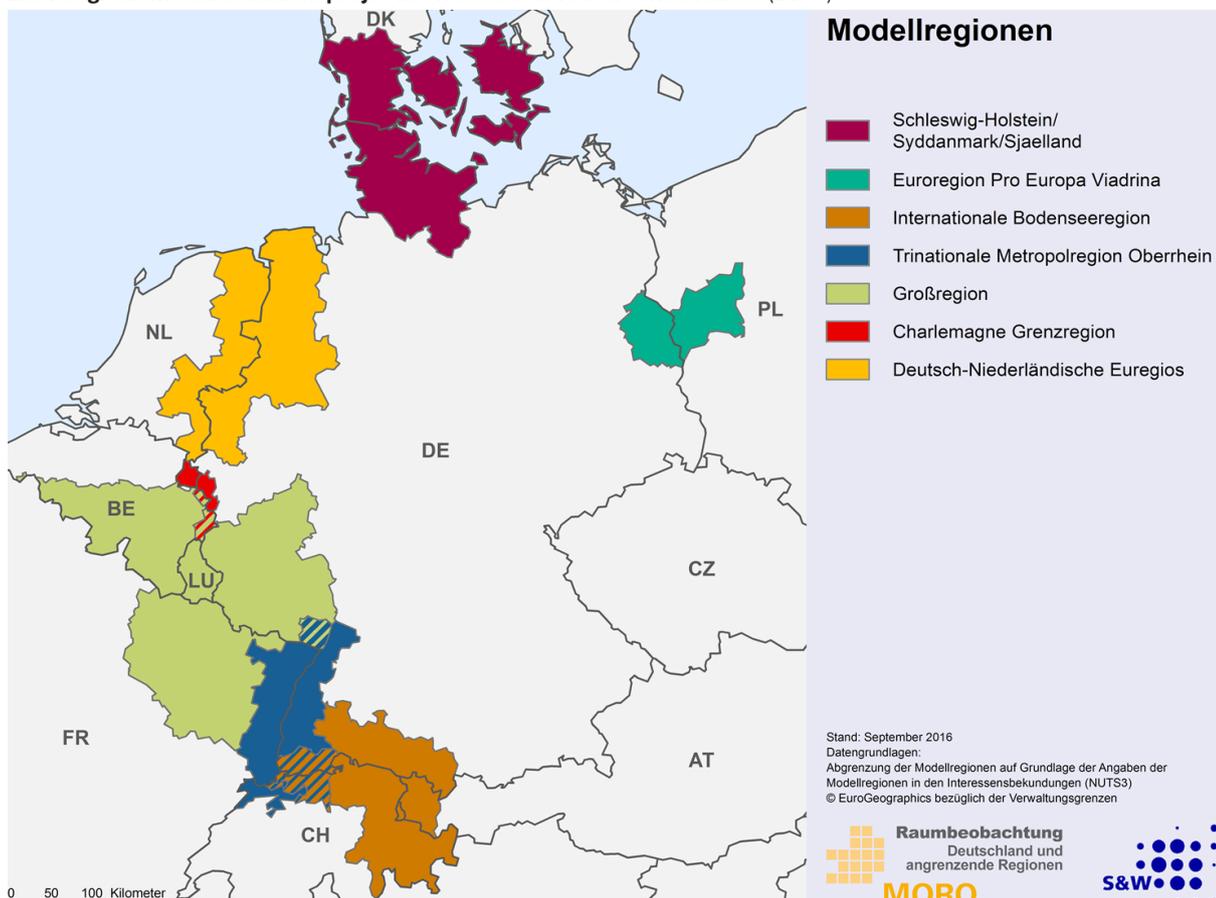
La Grande Région est l'une des sept régions modèles participantes. Ces régions modèles sont soutenues dans le cadre du projet MORO par la recherche d'accompagnement (« Bundesbegleitforschung ») du bureau Spiekermann & Wegener Stadt- und Regionalforschung (S&W). Monsieur Klaus Spiekermann a expliqué le cadre du projet et a notamment mis

l'accent sur l'§ 25 (1) de la loi allemande sur l'aménagement du territoire (ROG), en vertu duquel l'Office fédéral allemand du génie civil et de l'aménagement du territoire (BBR) doit gérer un « système d'information pour le développement territorial sur le territoire allemand et les territoires limitrophes ». Cependant, cette mission est jusqu'à présent accomplie uniquement en ce qui concerne l'observation territoriale nationale. Le projet MORO d'observation territoriale (durée du projet 2015-2017) vise à combler cette lacune.

Le projet MORO a pour objectif de formuler des recommandations quant aux actions à mener pour un système d'observation territoriale durable, en mettant l'accent sur l'Allemagne et les régions limitrophes (régions frontalières). Il s'agit notamment

- de créer un **cahier des charges** pour une observation transfrontalière du développement territorial à l'échelle nationale,
- de déterminer un **modèle de données et d'indicateurs**
- de rédiger un **rapport prototype sur la situation des régions frontalières** et
- de formuler une **feuille de route** pour la mise en œuvre.

Les 7 régions modèles dans le projet MORO « Observation territoriale » (S&W)





L'accent est mis notamment sur les questions de la recherche auxquelles il convient de répondre en collaboration avec les sept régions modèles, à savoir :

- Quels **thèmes et aspects** ont une importance particulière pour une observation territoriale transfrontalière à l'échelle nationale ? Quelle délimitation géographique est appropriée ? Comment la diversité des conditions régionales agit-elle sur les thématiques ?
- Quels **indicateurs** seront nécessaires pour illustrer les processus territoriaux ? Quel niveau territorial est approprié dans quel contexte spatial ?
- Quel est le **bilan des données disponibles** et de quelles **sources de données** dispose-t-on ? Quels sont les besoins d'information sur des offres de données autres que les **données officielles** et quelles **sources alternatives** peuvent être utilisées ?
- Comment, à cet égard, les **activités** des différents acteurs des régions, des länder allemands et de l'Etat fédéral peuvent-elles **se compléter** ? Quelles expériences les régions modèles peuvent-elles apporter ?
- Le cas échéant, quelles sont les possibilités de **synergies** entre les différents **acteurs** institutionnels et régionaux et comment les acteurs peuvent-ils être **intégrés aux régions voisines** ?
- Quelles **recommandations formelles et éventuellement institutionnelles** peuvent être émises pour la mise en place durable d'une observation territoriale incluant celle des régions voisines ?

Il est prévu de résumer les conclusions du projet MORO à l'automne 2017 dans un rapport intitulé « Observation territoriale en Allemagne et régions limitrophes ». Ces conclusions seront présentées lors de la manifestation de clôture du projet qui se tiendra à Berlin les 9 et 10 novembre 2017. Outre la version intégrale allemande, des versions abrégées en anglais, danois, polonais, tchèque, français et néerlandais seront également rédigées afin d'informer aussi les régions frontalières des résultats et conclusions.

3. Schéma de développement territorial de la Grande Région (SDT-GR)

Aurélien Biscuit et Michaël Vollot de l'AGAPE, ont présenté avec le Professeur Dr. Karina Pallagst de l'Université de Kaiserslautern- représentant le consortium chargé de concevoir le schéma de développement territorial de la Grande Région – les premières conclusions de leur analyse. Pour mettre la touche finale au SDT-GR d'ici la fin de l'année 2018, le consortium a été chargé par le Comité de Coordination Développement Territorial (CCDT) du Sommet de la Grande Région de travailler sur trois modules :

1. Analyse transversale des documents existants et stratégiques
2. Analyse transversale des trois documents existants du SDT-GR
3. Précision et adaptation des contenus et de la méthodologie de travail pour la suite de l'élaboration du SDT-GR.

Module 1 « Analyse transversale des documents existants et stratégiques »

Dans le cadre du module 1, le consortium a étudié environ 60 documents de stratégie traitant des aspects transfrontaliers, principalement en matière d'aménagement du territoire et de politique de développement territorial au niveau de la Grande Région et de ses cinq composantes, ainsi que les rapports de l'Observatoire Interrégional de l'Emploi (OIE). De plus, de nombreux acteurs ont été interviewés. Dans le cadre de cette analyse, des points communs, des différences ainsi que des opportunités pour l'élaboration du SDT-GR ont été mis en évidence.



En ce qui concerne le développement économique, il s'est avéré que la mise en réseau des pôles de compétitivité revêt une importance particulière et qu'une « coopétition » peut même se révéler être un moteur puissant pour le développement dans des domaines tels que la logistique et le tourisme. Il est apparu que le développement économique ne peut certainement être influencé qu'en partie par le SDT-GR et ce, dans des domaines étroitement définis ayant une dimension clairement territoriale. Les stratégies de développement économique de la Grande Région doivent être indépendantes du SDT-GR mais devraient le prendre en compte, le SDT-GR pouvant et devant servir ici de cadre d'orientation.

L'analyse des schémas de développement territorial dans les régions partenaires a confirmé qu'une conception différente de l'aménagement du territoire prédomine dans les différentes composantes régionales et que ces divergences constituent un défi majeur pour le SDT-GR. En tant que concept de développement du territoire pour une région métropolitaine transfrontalière, le SDT doit aussi continuer de tenir compte des fonctions et des aires métropolitaines.

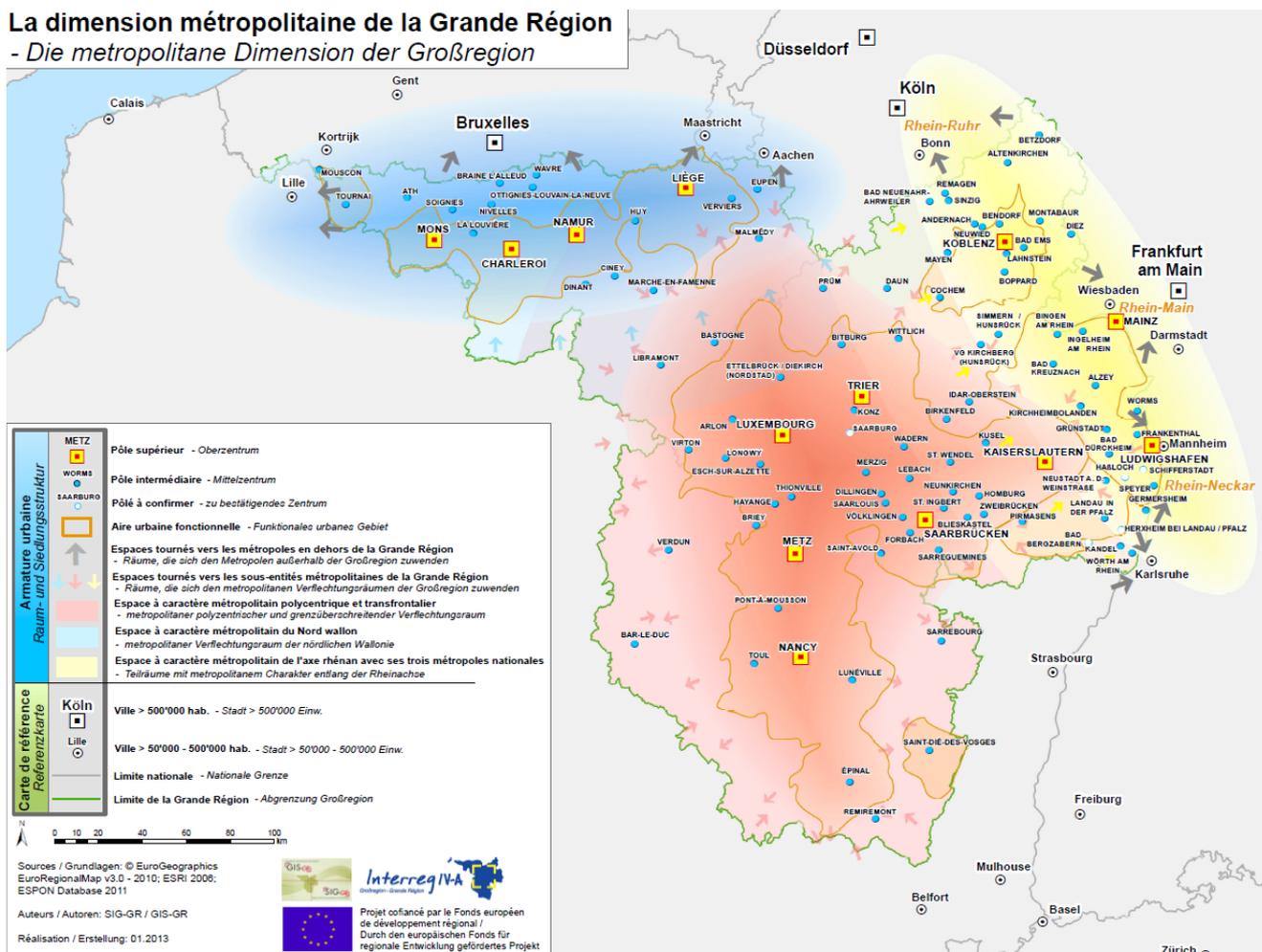
Module 2 « Analyse transversale des trois documents existants du SDT-GR »

Les documents de travail existants du SIG-GR ont en outre été utilisés pour des analyses plus approfondies :

- Le Schéma de développement territorial de la Grande Région – Chapitre 1 : La dimension métropolitaine de la Grande Région (2012)
- Projets prioritaires dans le domaine des transports en vue du développement métropolitain de la Grande Région (2013)
- L'étude préparatoire du SDT-GR sur le thème de l'« Economie » (2014)

Concernant la dimension métropolitaine, le consortium a constaté le besoin de mettre à jour les espaces à caractère métropole tels qu'ils ont été délimités en 2012 sur la carte « La dimension métropolitaine de la Grande Région », étant donné que depuis la fin des travaux côté français par ex., plusieurs Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT, comparables aux plans régionaux d'occupation des sols) sont entrés en vigueur et que côté allemand, les plans d'aménagement régionaux sont en train d'être remaniés ou bien ont été adoptés. La conclusion de l'analyse des projets de transports souligne l'importance primordiale de la mobilité dans la Grande Région et de la qualité des liaisons de transport avec les autres régions, mais parallèlement, d'autres éléments doivent encore être débattus (entre autres sur le rôle et sur la desserte des territoires wallons et allemands « ayant une dimension métropolitaine » dans la Grande Région, qui ne font pas partie de la zone transfrontalière imbriquée plus restreinte au centre de la Grande Région). L'étude préliminaire sur l'économie laisse notamment sans réponse la question des synergies et des possibilités de mise en réseau et prévoit, dans certains domaines, des priorités qui diffèrent de celles du consortium. Globalement, le besoin d'une « véritable » stratégie économique se fait sentir.

La dimension métropolitaine de la Grande Région - Die metropolitane Dimension der Großregion



Module 3 « Précision et adaptation du contenu du SDT-GR et de sa méthode d'élaboration »

Pour ce faire, le consortium a réalisé quelque 45 interviews d'experts et dans le cadre d'un atelier, il a, en collaboration avec le Comité de Coordination Développement Territorial (CCDT), approfondi la question de savoir comment améliorer la méthode d'élaboration du SDT. L'accent a été mis, entre autres, sur le regard que portent les acteurs sur l'orientation fondamentale du SDT ainsi que sur les thématiques, les projets et la procédure proprement dite. Il s'est finalement avéré que les acteurs ont une double attente en ce qui concerne le SDT : d'une part, lier son élaboration à une vision commune de l'avenir et d'autre part, considérer le programme d'action comme un « produit fini ».

Propositions d'une nouvelle orientation du SDT-GR

Sur la base des analyses, le consortium a résolument traité la question de l'orientation du SDT. Il confirme la proposition de cadre fixé par le CCDT, c'est-à-dire de concevoir le SDT comme un document uniforme et commun sans effet contraignant formel. En ce qui concerne la gestion du projet, le consortium préconise d'utiliser le CCDT comme instance de pilotage légitime, le SDT lui-même devant être élaboré par un cabinet externe de planification de projets et ce, en prenant en considération les acteurs locaux.

Pour la suite du processus, le consortium recommande les thématiques prioritaires suivantes :

- « Développement économique (tourisme et questions de formation inclus) »,
- « Les enjeux territoriaux liés aux changements démographiques »,
- « Mobilité » et
- « Environnement, énergie, protection du climat ».

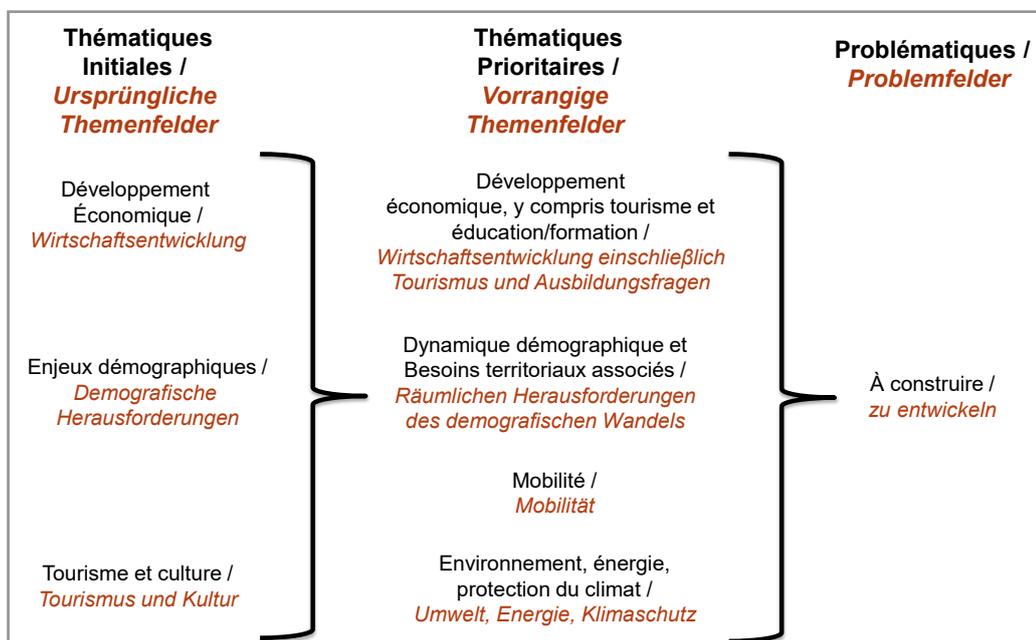
Globalement, le consortium confirme l'approche consistant à travailler à la manière d'une « géométrie variable » (c'est-à-dire en variant le périmètre spatial et l'intensité de traitement en fonction du thème) et recommande de mettre en place un système de surveillance à l'aide d'un ensemble d'indicateurs pour la suite du processus de mise en œuvre. Du point de vue du consortium, cela peut également servir à soutenir et à accélérer le développement d'une observation territoriale continue.

Du point de vue du consortium, les éléments clés de la réussite d'un schéma de développement territorial sont finalement, d'une part la disponibilité des données, c'est-à-dire l'existence de données fiables, et d'autre part le soutien politique de l'ensemble du processus.

Thématiques : à réajuster et problématiser

Themenfelder, die es anzupassen und zu problematisieren gilt

(Consortium du SDT-GR, novembre 2016)





4. SIG-GR – Le projet MORO en tant qu’initiateur d’une observation territoriale continue

Thierry Hengen, du Ministère du Développement durable et des Infrastructures / Coordinateur du SIG-GR, ainsi que Sascha Saad, du bureau d’assistance de recherche régionale chez agl et Tobias Chilla, de l’Université Friedrich-Alexander de Erlangen-Nuremberg, ont présenté le projet MORO dans la Grande Région : Le Système d’Information Géographique de la Grande Région (SIG-GR) est en place pour la période de 2014 à 2018 à titre d’organe permanent du Sommet de la Grande Région et sert d’instrument d’aide à la prise de décision. Jusqu’à présent, il s’agit d’un système statique permettant de créer des cartes sur des thèmes variés. Le SIG-GR poursuit deux objectifs distincts : d’une part l’harmonisation de données et la création de cartes communes, d’autre part il gère le géoportail qui publie les cartes sur les sites Internet www.gis-gr.eu et www.sig-gr.eu.

Les participants au projet dans la région modèle de la Grande Région ont décidé de soutenir, dans le cadre du projet MORO, l’évolution du SIG-GR vers un outil d’observation territoriale permanente et continue. Actuellement, la priorité est mise sur les thématiques du « marché du travail » et de la « mobilité » ainsi que sur celle du « développement territorial ». Enfin, les données et les indicateurs doivent contribuer au processus de mise en place du SIG-GR.

Clarification des points suivants :

- Valeur ajoutée du projet
- Etat actuel des données disponibles et accessibles
- Souhait de disposer de davantage de données
- Sources officielles et non officielles
- Données pour une observation territoriale continue
- Indications nécessaires à l’harmonisation des données
- Coopération

GeoPortail SIG-GR : www.sig-gr.eu

5. Groupes de Travail thématiques

Dans l'après-midi, les participants ont travaillé dans les trois GT « marché du travail », « mobilité » et « développement territorial ». Après une brève introduction sur chaque thème central en question, les experts ont débattu à partir de questions clés. Pour finir, les conclusions ont été présentées en assemblée plénière.

GT 1 : Marché du travail

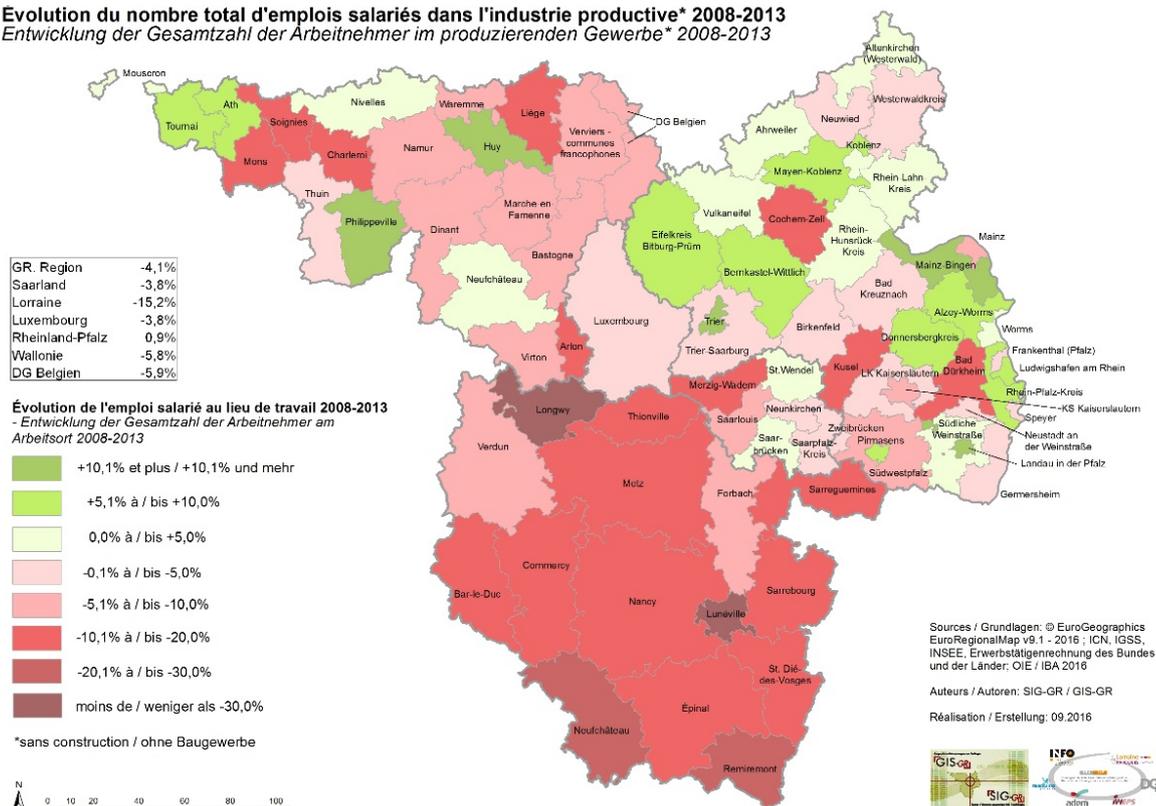
Dans le GT 1, il a été montré à l'aide de quelques exemples quelles sont les cartes relatives au marché du travail qui sont déjà mises à disposition par le SIG-GR et quels sont les indicateurs pour le recensement de la population active, des demandeurs d'emploi et des travailleurs frontaliers ou encore quelles possibilités de combinaison entre les différents indicateurs peuvent être utilisées. Les recherches de données auprès d'autres prestataires ont été également abordées. Pour quelques indicateurs, il existe déjà des données harmonisées fournies par ORATE et Eurostat ; à l'échelle de la Grande Région, des données sont mises à disposition par l'Observatoire Interrégional de l'Emploi (OIE) au niveau NUTS 2. Les Instituts statistiques de la Grande Région offrent une multitude d'indicateurs pour leurs domaines de compéten-

ces respectifs au niveau NUTS 3, LAU 1 et 2. Ces indicateurs proviennent en partie de prestataires tiers comme l'Agence fédérale pour l'emploi en Allemagne (BA) ou l'Agence pour le Développement de l'Emploi (ADEM) au Luxembourg par exemple. Ces données ne sont pas harmonisées dans la plupart des cas.

Les participants ont reposé la question de savoir quels sont les aspects importants du marché du travail et

- quels sont les indicateurs prioritaires pour la thématique en question,
- quels nouveaux indicateurs peuvent être introduits dans l'observation territoriale continue,
- quelles idées existent sur de nouvelles combinaisons de données et de nouvelles formes de présentation,
- où sont observés des besoins d'harmonisation (définition, résolution temporelle et spatiale) ou des potentiels pour une harmonisation des statistiques (combinaison de données en provenance de différentes sources).

Evolution du nombre total d'emplois salariés dans l'industrie productive* 2008-2013 Entwicklung der Gesamtzahl der Arbeitnehmer im produzierenden Gewerbe* 2008-2013





Disponibilité des données et harmonisation :

- Les participants ont souligné la pertinence des indicateurs et données qui sont représentatifs du marché de l'emploi transfrontalier.
- Par exemple, l'OIE dispose d'un large portefeuille d'environ 80 indicateurs qui sont traités et représentés sous forme cartographique dans des rapports réguliers. Environ la moitié des indicateurs se rapporte au thème du marché du travail.
- D'autres sources de données importantes concernent le « marché du travail », par exemple :
 - l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS)
 - l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE),
 - l'Institut national de la statistique et des études économiques du Grand-Duché de Luxembourg (STATEC) ou
 - la Direction générale Statistique du SPF Economie (Statbel).
 - Des prestataires privés comme l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS) constituent d'importantes sources de données pour la France.
- Globalement, la demande de données s'est avérée être importante ; par contre, on a relativement peu d'informations sur qui collecte quelles données de part et d'autre de la frontière et sur qui les met à disposition.
- Quelques données ne sont collectées et mises à disposition que dans certaines composantes régionales (par ex. sur les lieux de résidence de Français qui travaillent en Allemagne).

- Pour des raisons de protection des données, certaines cartes ne peuvent pas être mises à jour.
- Les différences dans les systèmes et en partie aussi dans les définitions des termes rendent l'observation territoriale transfrontalière difficile ; une harmonisation des données n'est pas toujours possible. Dans de tels cas, l'OIE représente par ex. les différentes données côte à côte sous forme cartographique et renonce sciemment à une harmonisation. Cette pratique a été accueillie favorablement. En revanche, les Instituts statistiques ont des contraintes bien plus importantes que l'OIE, en raison de normes de qualité UE qu'ils sont tenus de respecter, et disposent de moins de souplesse dans le traitement des données collectées.
- Madame Casali (STATEC) propose d'identifier au moyen d'une couleur de feu tricolore les différentes exigences en matière de validité des indicateurs chez un prestataire ou entre différents prestataires. Cela permettra aux utilisateurs de mieux juger les données utilisées.

Besoin de données :

Les participants n'ont cité qu'un petit nombre d' « indicateurs souhaités » qui devraient être collectés à l'avenir pour améliorer la disponibilité des données, entre autres :

- Mouvements de travailleurs frontaliers par secteur / domaine d'emploi
- Importance des différents secteurs économiques pour la région (tourisme etc.)
- Données pas seulement quantitatives mais aussi qualitatives.





GT 2 : Mobilité

Le Groupe de Travail sur les thèmes de la mobilité, de l'accessibilité et des transports a dans un premier temps discuté de la thématique en passant en revue les différents types de données. Lors du débat qui a suivi, les potentialités et les limites ont été examinées avec une grande attention. Pour simplifier, ce débat peut être résumé comme suit :

1. Les potentialités des différents types de données :

Sur les points suivants, compléter le SIG-GR avec d'autres informations structurelles s'avère judicieux et réaliste :

- Plateformes multimodales
- (Capacités de l') infrastructure dans le domaine de la mobilité intelligente (électromobilité, parkings dédiés au covoiturage couplés à une station de charge pour vélos électriques / P&R / autopartage etc.)

Dans le domaine des données secondaires normalisées, on observe un potentiel surtout dans les domaines suivants :

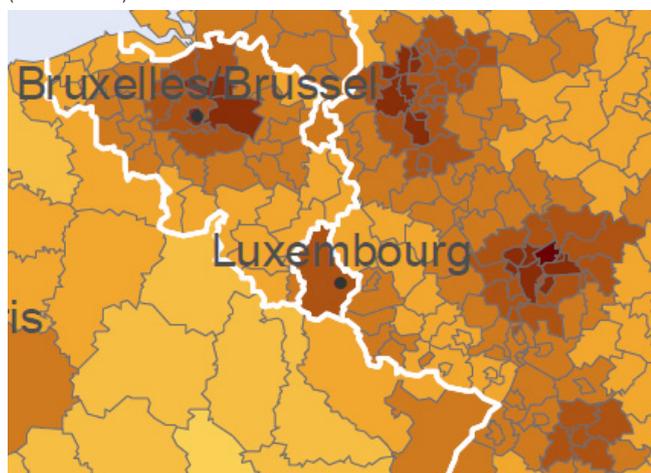
- L'accessibilité (notamment ORATE, complété par des analyses régionales)
- Volumes de marchandises transportés
- ...

Dans le domaine des données secondaires non normalisées, les aspects suivants sont soulignés comme étant particulièrement prometteurs :

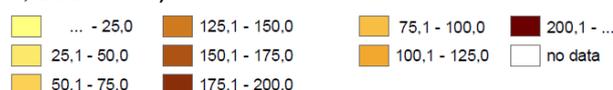
- Enquêtes actuellement réalisées auprès d'utilisateurs dans les composantes régionales / Demande
- Transbordement / Transport de marchandises
- ...

Une carte ESPON comme exemple pour l'illustration de l'accessibilité à l'aide de données secondaires standardisées

(ESPON 2011)



Potential accessibility, multimodal (2006, EU27 = 100)



En ce qui concerne les collectes de données primaires, il apparaît que les ressources limitées constituent un obstacle. C'est seulement dans le cas des enquêtes réalisées auprès des passagers que ce moyen de collecte a été considéré comme envisageable, car ces enquêtes seraient souvent effectuées de toute façon et pourraient être complétées à moindre coût par des aspects transfrontaliers.

« Big Data » : Tous les participants se sont accordés à dire que les données supposées dans le domaine des mégadonnées doivent certes être considérées comme extrêmement intéressantes mais qu'à terme, elles ne seront pas utilisables pour l'observation territoriale continue (coûts, protection des données). Les potentialités actuelles relèvent plutôt du domaine de la recherche fondamentale que de l'observation territoriale. Pour Twitter, il a été souligné que l'information géolocalisable disponible est très limitée. Cependant : les données horaires des opérateurs de transport se situent plus largement à la limite entre données secondaires et mégadonnées, et doivent être considérées comme particulièrement fiables en ce qui concerne l'accessibilité.

2. Thématiques / projets particulièrement souhaitables

Au regard de la situation évoquée plus haut, différents thèmes, indicateurs et domaines politiques ont été discutés et considérés comme étant particulièrement prometteurs. En résumé, les axes suivants peuvent être identifiés :

- Présentation différenciée des combinaisons des modes de transport transfrontaliers (transport public, transport individuel, transport de marchandises...)
- Accessibilités (centres de moyenne importance, services d'intérêt général, scénarios 2050, ...)
- Répartition modale





GT 3 : Développement territorial

Le GT Développement territorial s'est concentré sur les indicateurs qui décrivent la typologie spatiale et définissent les objectifs d'un développement territorial transfrontalier intégré.

Les réflexions sur la Région métropolitaine polycentrique transfrontalière (RMPT), qui sont le résultat de l'étude MET-ROBORDER de l'ORATE (de 2010) et qui ont été approfondies dans le document « Schéma de développement territorial pour la Grande Région – Chapitre 1 : La dimension métropolitaine de la Grande Région » (2012), constituent le point de départ essentiel. La carte des trois espaces à caractère métropole est basée sur des travaux de structure spatiale et urbaine qui ont été réalisés à l'aide du SIG-GR. De nombreux indicateurs ont en outre été utilisés pour créer la carte de la « Typologie des fonctions métropolitaines des pôles les plus importants de la Grande Région » (2012).

Dans une étude, le BBSR s'est largement consacré, dès 2010, à l'analyse des aires métropolitaines et des fonctions métropolitaines en Europe. En l'occurrence, les cinq domaines fonctionnels – politique, économie, sciences, transports et culture – auxquels ont été attribués des indicateurs, ont servi de grille d'analyse. N'ont été utilisés que des indicateurs qui étaient disponibles pour l'ensemble de la zone étudiée et dont les contenus étaient en adéquation.

Les enjeux d'une analyse spatiale transfrontalière et d'une création de données transfrontalières ont été expliqués en prenant pour exemple le schéma de développement de la Vallée supérieure de la Moselle. Pour la thématique du développement territorial et de l'aménagement du territoire, les plans d'aménagement au niveau des Länder de la Sarre et de la Rhénanie-Palatinat, le programme directeur d'aménagement du territoire (PDAT) et les projets de plans directeurs sectoriels du Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que le schéma régional d'aménagement du territoire de la région de Trèves ont été évalués en ce qui concerne les fonctions de lieux centraux, la répartition du travail entre les composantes régionales ainsi que les liaisons de transport importantes. Alors que les fonctions de lieux centraux ont déjà été traitées dans le SIG-GR, il n'existe quasiment pas d'approches comparables pour la répartition du travail entre

les composantes régionales qui sont représentées comme des catégories d'espaces. Les liaisons de transport, quoique importantes en matière d'aménagement du territoire, sont représentées uniquement dans les plans d'aménagement en Rhénanie-Palatinat. La collecte de données sur la thématique du développement urbain et des services d'intérêt général est difficile et coûteuse. En particulier, le recensement de l'infrastructure sociale ou de potentiels de développement urbain n'a lieu de façon systématique et centralisée que dans certains secteurs. Dans certains cas, il faut pour ce faire analyser individuellement soit des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme soit des schémas de développement. C'est précisément dans l'espace frontalier qu'il apparaît en outre que la référence spatiale des données, par ex. en ce qui concerne l'évolution démographique, est un facteur déterminant. Ainsi, les données au niveau des „Kreise“ ne mesurent pas les évolutions démographiques divergentes dans l'arrondissement de Merzig-Wadern, avec une croissance dans la commune de Perl proche de la frontière et une décroissance à Wadern.

Aspects fondamentaux du débat :

- Les indicateurs de l'observation territoriale doivent tenir compte des enjeux majeurs de la Grande Région ainsi que des objectifs politiques d'un développement territorial transfrontalier intégré.
- Il est donc nécessaire de développer des systèmes d'indicateurs distincts afin de ne pas transposer des concepts de planification nationaux dont la compatibilité ne peut être garantie dans l'espace frontalier.
- La problématique à plusieurs niveaux doit être prise en considération dans l'observation territoriale : Il s'agit en effet d'interdépendances nationales / européennes, de contextes grand-régionaux et d'espaces frontaliers plus restreints qui requièrent une observation plus détaillée et des analyses plus fines. Les interactions entre les différents niveaux jouent à cet égard un rôle majeur au même titre que la cohérence et la compatibilité de l'observation territoriale à tous les niveaux.
- Dans les régions frontalières, les données croisées notamment présentent un intérêt majeur : Elles reflètent l'intensité des rapports entre les différentes régions au



niveau national mais aussi l'intensité de l'intégration territoriale.

- La dimension temporelle donne des indications sur la dynamique dans la zone, sur les tendances de développement et les mutations (par ex. sur les régions en croissance et les régions en décroissance).
- Dans le cadre du SIG-GR, il faudrait en principe développer un système d'indicateurs propre à la Grande Région, avec des indicateurs clés qui représentent dans l'observation territoriale les enjeux et objectifs majeurs.

Aspects du débat sur les services d'intérêt général

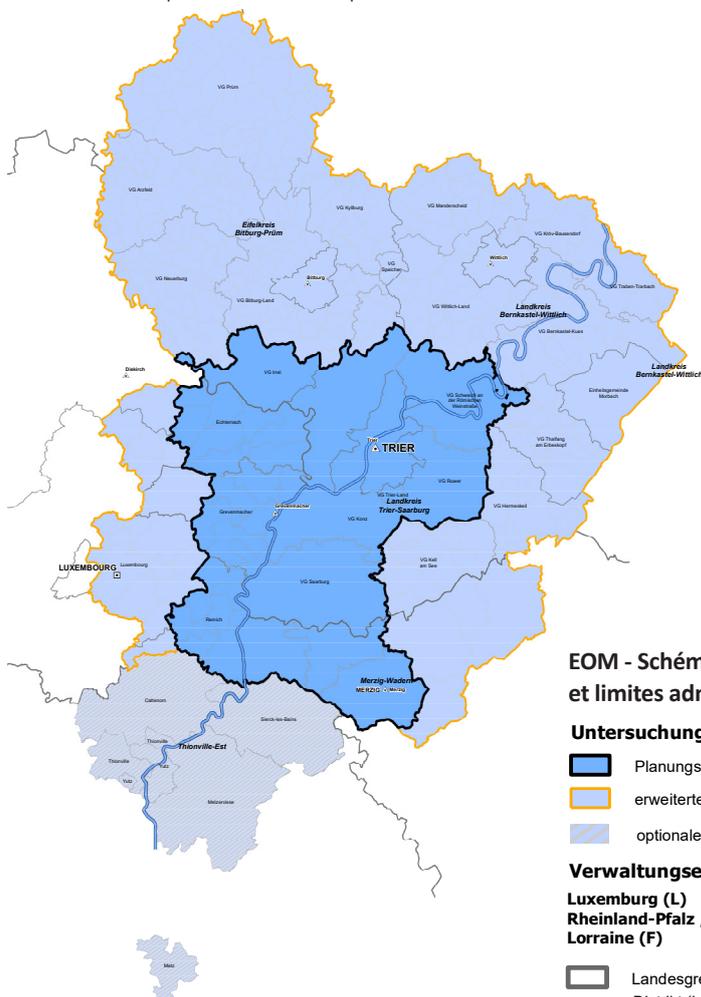
- En particulier dans des espaces frontaliers plus restreints, il existe des besoins spécifiques en services d'intérêt général (par ex. des écoles bilingues) ainsi que des potentiels spécifiques (par ex. le « tourisme à la pompe »).
- A cet égard, il n'existe pas encore de recensements systématiques dans la Grande Région.
- L'objectif pourrait consister à développer des indicateurs pour l'imbrication transfrontalière des services d'intérêt général mais aussi pour les besoins spécifiques des espaces frontaliers plus restreints.

Aspects du débat sur le développement urbain

- Des indicateurs devraient permettre de mettre en évidence des effets frontalière liés au développement urbain.

Aspects du débat sur le développement territorial

- La terminologie, qui a des connotations très diverses au niveau national, a été un des sujets importants abordés au cours du débat. Le terme de « centralité » en est un exemple. En Allemagne, la centralité est associée au concept de lieux centraux, système utilisé dans l'aménagement du territoire et qui est défini par les plans d'aménagement nationaux et régionaux. Il n'existe aucun concept de planification territoriale comparable ni en France ni au Luxembourg. C'est la raison pour laquelle la centralité au sens du concept des lieux centraux n'est pas jugée transposable dans les espaces frontaliers. Toutefois, la centralité peut décrire une qualité de l'espace en utilisant des indicateurs généraux et pourrait ainsi contribuer à la typologie spatiale.
- Un large consensus s'est dégagé sur le fait qu'une typologie spatiale, qui reflète les qualités et potentialités particulières ainsi que les enjeux et risques des différentes catégories d'espaces, revêt une importance et pertinence particulières pour la planification territoriale. A cet égard, la description de la « fonctionnalité » des espaces par des indicateurs clés pourrait être une solution. Il y a eu des réserves en ce qui concerne une focalisation sur les principales zones métropolitaines de la Grande Région. Une catégorisation des espaces devrait être effectuée en fonction de leurs qualités spécifiques et sans jugement de valeur et ce, pour toutes les composantes régionales, y compris pour les zones rurales.
- Indicateurs clés possibles pour une catégorisation des espaces : Densité de population, offre d'emploi et centralité ont été cités, entre autres. Cependant, il conviendrait d'y ajouter d'autres indicateurs pour les zones rurales.
- Afin de pouvoir mieux analyser les enjeux, les situations problématiques et les potentiels dans l'espace frontalier plus restreint, « zoomer » sur les espaces ayant des problèmes spécifiques, comme la Vallée supérieure de la Moselle par exemple, s'avère être un moyen judicieux.



EOM - Schéma de développement de la Vallée supérieure de la Moselle : zone étudiée et limites administratives (réalisé par l'auteur : agl/pact/BMM, source de données : SIG-GR 2013)

Untersuchungsraum		 Landkreis (D)
 Planungsraum	 Département (F)	 Arrondissement
 erweiterter Betrachtungsraum	 Verbandsfreie Stadt / Gemeinde	 Kanton (L)
 optionaler Betrachtungsraum	 Verbandsgemeinde (D)	 Gemeinde
Verwaltungseinheiten		 Nationale Hauptstadt
Luxemburg (L)		 Kreisfreie Stadt / Kreisstadt
Rheinland-Pfalz / Saarland (D)		 Hauptort Distrikt (L)
Lorraine (F)		 Kreisstadt (D)
 Landesgrenze	 Distrikt (L)	 Hauptort Arrondissement (F)

6. Conclusion et perspectives

Thomas Geib, du Ministère de l'Intérieur et des Sports du Land de Rhénanie-Palatinat, a remercié tous les acteurs pour leur participation à l'atelier et pour les conclusions intéressantes qui en ont été tirées. Le Ministère de l'Intérieur du Land de Rhénanie-Palatinat et le bureau d'assistance de recherche régionale rédigeront prochainement un rapport intermédiaire sur le projet, qui sera introduit dans le projet MORO.

Le bureau d'assistance de recherche régionale a donné des informations sur la suite des opérations : au début de l'année 2017, il est prévu de continuer à travailler sur les domaines thématiques. Dans cette optique, de nouvelles discussions au sein de groupes thématiques plus restreints sont planifiées en étroite collaboration avec les groupes de travail de la Grande Région et l'Observatoire Interrégional de l'Emploi (OIE).

Les Instituts statistiques ont exprimé leur volonté de débattre et de coopérer. Au préalable, l'équipe de la direction du projet réfléchira, en concertation avec le SIG-GR et le bureau d'assistance de recherche, à des indicateurs jugés appropriés pour une analyse approfondie basée sur les conclusions de l'atelier.

Dans le cadre du projet MORO « Observation territoriale en Allemagne et régions limitrophes », un congrès se tiendra au niveau national à Berlin les 9 et 10 février 2017, auquel participeront des représentants de toutes les régions modèles.



Pour de plus amples informations sur le projet MORO :

www.bbsr.bund.de/BBSR/DE/FP/aktuelle-meldungen/km-moro-angrenzende-regionen-projektstart.html





Annexe

PROGRAMME

Animation: Andrea Hartz, agl Landschafts-, Stadt- und Raumplanung, Saarbrücken

09h30 Accueil et inscription

10h00 Mot de bienvenue et introduction

Thomas Geib, Ministerium des Innern und für Sport Rheinland-Pfalz

10h15 MORO Observation territoriale en Allemagne et régions limitrophes

Volker Schmidt-Seiwert, Bundesinstitut für Bau-, Stadt- und Raumforschung (BBSR)

Dr. Klaus Spiekermann, assistance du projet au niveau fédéral, Spiekermann & Wegener Stadt- und Regionalforschung

10h45 Schéma de développement territorial de la Grande Région

Représentant du consortium du SDT-GR

11h15 SIG-GR – MORO comme initiateur d'une observation territoriale continue

Thierry Hengen, Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Grand-Duché de Luxembourg

Prof. Dr. Tobias Chilla, Friedrich-Alexander-Universität Erlangen-Nürnberg

Sascha Saad, assistance du projet au niveau régional, agl Landschafts-, Stadt- und Raumplanung

12h00 - 13h15 Pause déjeuner

13h15 Groupes de travail thématiques

GT 1: Marché de travail

GT 2: Mobilité

GT 3: Développement territorial

15h15 - 15h30 Pause

15h30 Rapports des groupes de travail

16h00 Conclusion et perspectives